

Pris dans leur ensemble, les résultats des inventaires démontrent que le public commerçant a ajouté bien peu au capital de l'an dernier.

FAILLITES

L'augmentation considérable du nombre des faillites pendant le dernier exercice forme le côté sombre du tableau. Les rapports des agences commerciales signalent, pour la Province, en 1889, 651 faillites, contre 482 l'année précédente; le total des passifs en 1889 est porté à \$6,856,105, contre \$4,466,824 en 1888.

Ce tableau est loin d'être riant, et ces chiffres ont surpris beaucoup de gens. Chacun sait qu'il y a des faillites dans les années les plus prospères; mais lorsque la liste se gonfle au point qu'elle a atteint en 1889, n'est-il pas naturel de se demander si, réellement, ce n'est pas le résultat d'un état anormal du commerce dans certaines de ses branches.

On dira, pour nous rassurer, que ces faillites sont dues à la température à contre-saison que nous avons eue. Evidemment, le manque de récolte depuis, je puis bien dire, trois ans, suivi de la forte baisse sur le prix des grains, a pu ébranler des maisons auparavant solvables, par toute la province, car il s'en est suivi une diminution des ventes, un ralentissement des paiements, la pénurie chez les cultivateurs, enfin une diminution générale dans le volume des affaires.

Mais en scrutant minutieusement la situation et en analysant avec soin ces faillites, on constate que ce n'est pas seulement à l'absence des récoltes et aux bas prix des grains que sont dues ces augmentations dans le nombre des faillites et le montant du passif mais qu'elles ont eu aussi pour causes l'état malsain du commerce dans quelques unes de ses branches.

Notre province paraît avoir été beaucoup plus éprouvée que les autres parties de la Puissance. La Province d'Ontario, si l'on en juge par la statistique des faillites, n'a pas empiré depuis l'année précédente; tandis que, dans les provinces maritimes, l'année a été prospère et la province de Manitoba se fait remarquer par le petit nombre et le peu d'importance de ses faillites.

Pour toute la confédération, le nombre des faillites a été de 1667 en 1888 et de 1764 en 1889, soit une augmentation de 97; le total des passifs a été de \$14,000,000 en 1888 et de \$14,500,000 en 1889, soit une augmentation de \$500,000; dans la province seule de Québec, l'augmentation dans le nombre des faillites a été de 169, et dans le total des passifs de \$2,400,000. Nous figurons donc avec désavantage sur le tableau des désastres éprouvés durant l'année, et quoique les autres provinces aient eu comme nous une température défavorable, une pauvre récolte et de bas prix, leur commerce en général n'a pas été aussi mauvais que le nôtre et, sans l'appoint de nos faillites, le total des passifs pour tout le Canada aurait été inférieur à celui de 1888.

La raison en est que nous n'avons pas, autant que les autres provinces, la ressource de compter sur d'autres industries pour compenser les mauvais résultats de récoltes manquées.

Ayant dit que le principal élément de la prospérité d'un pays agricole comme le nôtre se trouve dans les produits de la ferme, en examinant avec soin nos désastres commerciaux, j'en arrive à la conclusion que l'on ne donne pas chez nous à l'agriculture tous les soins qu'on devrait lui donner.

AGRICULTURE

Cette ressource précieuse de notre ri-

chesse est depuis longtemps négligée et abandonnée à elle-même; de fait, les méthodes de culture n'ont pas changé, n'ont pas fait un pas depuis cinquante ans.

Les cultivateurs de la Province en général ne compte absolument que sur une seule ressource, les unes sur les grains, les autres sur le foin; et si leur récolte vient à manquer, tout leur manque.

L'expérience des deux ou troisième années a démontré l'imprévoyance et la folie de cette manière d'agir; les conséquences ont été désastreuses pour un grand nombre d'entre eux.

Pour tirer l'agriculture de cette condition de stérilité, il est temps que l'on se mette résolument à l'œuvre, que le département provincial de l'agriculture inaugure des réformes et s'applique à inculquer aux cultivateurs des principes de culture améliorée. Il serait beaucoup plus avantageux d'adopter la méthode de culture mixte; cette culture a parfaitement réussi dans Ontario et au Nord-Ouest où elle est pratiquée généralement et où on l'a trouvée plus profitable à cause de la variété des ressources qu'elle offre aux cultivateurs; on devrait insister sur ces avantages et persuader à nos cultivateurs de diriger leurs efforts et leur énergie de ce côté.

Qu'on encourage par exemple l'élevage des animaux et l'industrie laitière. Les produits de ces deux industries trouvent constamment un marché en Angleterre: voilà une réforme qui peut être accomplie immédiatement et qui permettrait aux cultivateurs d'améliorer leur situation, si elle est acceptée, et d'équilibrer leur budget au moyen de la vente de ces produits, quand la récolte de grains aura manquée.

Pour se rendre compte des progrès accomplis dans cette direction et des vastes bénéfices qu'en retire la Puissance, un coup d'œil jeté sur le tableau de nos exportations il y a dix ans et de celles d'aujourd'hui, fera comprendre l'immense ressource, que ces deux industries ajoutent aux revenus des cultivateurs par la culture mixte, et l'immense intérêt que prend le commerce du pays à l'amélioration des méthodes de culture. Il y a dix ans en 1879, la valeur des exportations de fromage était de \$3,700,000, celle des exportations de beurre de \$2,100,000 tandis que nos exportations de l'année dernière ont été, fromage, \$9,500,000; beurre \$1,125,000. Mais il faut nous rappeler, que, dans cet immense progrès de l'industrie laitière, la part qui revient à la province de Québec est si petite que l'on aurait honte de la mentionner.

MARCHANDISES SÈCHES

L'état déplorable de cette branche très-importante de notre commerce des nouveautés ne fait qu'empirer.

Tout négociant désireux de parvenir pour cette fin appuyer son commerce sur de bons principes en affaires, c'est-à-dire: il doit acheter avec jugement, vendre à un profit raisonnable, effectuer promptement la rentrée de ses crédits et régler ses dépenses sur ses revenus. C'est pour avoir négligé ou ignoré ces principes qui sont la base fondamentale du succès, qu'un si grand nombre de marchands dans cette ligne ont fait faillite; et les marchands devraient en tenir bon compte. Au lieu de cela, il semble qu'on recherche en principe tout ce qui est directement opposé au succès, car les ventes sont faites sur une très-petite marge de profits et les dépenses encourues pour la vente, avec le système actuel de commis-voyageurs sont grandes; on donne des crédits illimités et

l'on se charge d'immenses stocks qui grossissent le compte des intérêts à payer.

Les résultats de ce dédain des principes se font ressortir sévèrement par ceux qui y ont prêté leur concours et je suis persuadé que bien peu de marchands dans les nouveautés ont pu réaliser quelques profits sur les opérations de l'année.

Tout le monde convient de la nécessité de changer le système d'achat et de vente, et il faudra que ce changement se produise tôt ou tard si l'on veut relever le commerce de nouveautés du marasme où il est tombé; mais quoique confrontés par les désastreux résultats de ce système tels que vient de le constater leur inventaire, les marchands et les manufacturiers ne paraissent pas encore décidés à agir immédiatement afin de prévenir de nouveaux désastres.

ÉPICERIES

Dans cette ligne, le volume des transactions a diminué; mais la concurrence ayant été moins vive, les bénéfices réalisés ont été plus satisfaisants. Quoique de grosses pertes aient été éprouvées, le résultat général est passable à l'exception toutefois du commerce de la campagne qui est dans un état déplorable; les épiciers sont satisfaits de l'exercice, quoique leurs premières espérances n'aient pas été réalisées.

CHAUSSURES

La statistique des faillites constate pour cette ligne seule une augmentation de \$900,000 dans le passif de cette industrie pendant l'année dernière. Cela n'a surpris personne, car on savait la situation mal équilibrée; trop de concurrents se disputaient la clientèle, et la crise a emporté ceux qui n'ont pu résister à cette concurrence. On s'attendait à une épuratation dans cette ligne, mais les anticipations cependant ne laissaient point prévoir un état aussi alarmant.

BOIS ET MÉTAUX

La construction dans la ville a été très active l'année dernière; des bâtisses d'une valeur considérable ont été construites, et la perspective pour l'année prochaine est encore excellente. Cependant une grande prudence devra être exercée dans l'ouverture des crédits accordés aux constructeurs qui bâtissent en spéculation et qui, pour cette fin, sont forcés d'emprunter largement. Un revirement brusque dans le courant de la prospérité sur lequel ils ont basé entièrement leurs espérances pour arriver avec succès, ferait sombrer leur barque et produirait de nombreux sinistres.

IMMEUBLES

Les placements sur propriétés dans la ville, par les capitalistes, ont été considérables durant l'année, et les prix sous la pression d'une demande active se maintiennent à la hausse; l'augmentation, cependant de la valeur immobilière se fait graduellement, ce qui laisse à espérer que son impulsion n'est due qu'à une demande saine pour des fins légitimes.

Dans la situation actuelle de la finance, l'argent est difficile et les fonds disponibles sont rares. Rien dans un avenir prochain ne paraît devoir apporter un soulagement à cet état actuel d'opposition. Les billets de banques n'étant pas requis pour le mouvement des récoltes, retournent aux banques d'émission par le canal des succursales, et une diminution de l'encaisse métallique des banques pour cette cause, durant les trois derniers mois, a eu lieu. Les avances nouvelles à terme sont sus-

tenues entièrement, et il ne serait point sage pour les institutions financières de permettre une plus forte diminution de leurs fonds.

Il est bien difficile de prévoir quelle va être la situation future du marché monétaire; mais on doit s'attendre à ce que les taux d'intérêt vont se maintenir dans les prix élevés pendant l'année qui commence et à ce que le marché monétaire devienne encore difficile, car le manque de récoltes a appauvri notre pays de plusieurs millions de piastres. Une hausse dans les prix de foin pourrait soulager le marché en stimulant l'exportation, mais l'amélioration ne serait guère que nominale.

Les marchands devront donc régler la finance de leurs maisons sur ces attentions, et afin de renfoncer leur position, ils devront éviter d'acheter au-delà de leurs besoins immédiats, diminuer la longueur de leurs crédits et retrancher sur leurs dépenses personnelles, etc., etc., afin d'être en mesure de pouvoir faire face à tous les événements et à tout changement ou perturbation qui pourrait se produire dans le marché monétaire.

L'énergie du négociant désireux de réussir dans ses affaires doit donc se concentrer sur la prompte collection du produit des ventes. Plus court est le crédit, plus facile est la collection: et plus les délais accordés au débiteur sont longs, plus la collection en sera difficile. Les marchands ne doivent pas perdre de vue, que l'achat ou la vente à long terme, portent avec eux des germes malsains qui, tôt ou tard, se développeront à leur détriment. Evidemment nous ne pouvons nous attendre à voir les affaires entièrement faites au comptant: nous savons que tous les marchands sont obligés de vendre à crédit et de porter un certain montant de créances; mais l'art de ne faire crédit qu'à bon escient, de ne pas laisser un client s'endetter de plus qu'il ne peut payer, est malheureusement peu connu dans le commerce. Trop souvent l'ambition d'augmenter le chiffre de ses affaires entraîne le négociant à accepter des risques très hasardeux, pour le simple plaisir de voir dans ses livres figurer des bénéfices qui seront probablement auéantis par la faillite de ceux à qui on a ainsi fait crédit, et c'est ainsi qu'on peut expliquer un grand nombre de faillites.

La condition générale des affaires n'est pas satisfaisante actuellement; la perspective de l'avenir prochain ne fait pas prévoir un prompt retour à l'activité du commerce et il faut s'attendre à voir la stagnation actuelle se prolonger pour quelque temps encore.

Dans les villes où de fortes sommes doivent être employées en travaux publics ou dans l'industrie privée, on verra peut-être au printemps un peu plus d'activité dans les affaires; en effet nous avons quelque raison de prévoir que les classes ouvrières auront du travail à des prix rémunérateurs, d'autant plus que les diverses manufactures emploient leur plein contingent d'ouvriers et ont devant elles de fortes commandes à remplir. Mais les détaillants de la campagne, dont la clientèle de cultivateurs se trouve dans une complète pénurie par suite de la mauvaise récolte et des bas prix des grains, auront un dur moment à passer en attendant qu'une nouvelle récolte vienne améliorer leur sort. Car comme je le faisais remarquer tantôt, nous ne voyons rien dans l'avenir, sauf la hausse probable du prix du foin, qui puisse faire refluer l'argent chez les cultivateurs et rendre un peu plus aisée la pénible situation où ils se trouvent actuellement.